DIAL 3513

BRÉSIL - « Les oligarchies agraires et minières sont de retour aux commandes » : Entretien avec Xavier Plassat

Leneide Duarte-Plon

jeudi 28 novembre 2019, mis en ligne par Dial

Leneide Duarte-Plon, journaliste et écrivaine brésilienne, a réalisé courant septembre cet entretien avec Xavier Plassat, frère dominicain engagé au Brésil au sein de la Commission pastorale de la terre (CPT) depuis plus de 40 ans. De cet entretien, la revue brésilienne hebdomadaire Carta Capital *a tiré un article, publié dans son numéro du 23 octobre 2019 (p. 28-30). Nous publions ici la traduction française de l'intégralité de cet entretien.*

Vous avez été très proche d'un homme torturé, le dominicain Tito de Alencar. C'est à cause de cette rencontre que vous êtes allé vous installer au Brésil. Comment jugez-vous l'apologie d'un tortionnaire faite par Jair Bolsonaro au Congrès national alors qu'il était député ?

Cette apologie devant le Congrès national et qui se répète aujourd'hui depuis la tribune du Palais du Planalto est proprement ignoble.

Si cet adjectif aide à exprimer notre sentiment, cette apologie est diabolique.

Nous endurons depuis neuf mois un président qui, jour après jour, loue le régime qui a laissé des centaines de morts et de disparus (au moins 434 selon la Commission nationale de la vérité - CNV), torturé des milliers de personnes à coup d'électrochocs et de « perchoir à perroquet », instauré la censure dans la presse et dans l'art, conduit les gens à l'exil, cassé le mandat de nombreux élus, accentué les inégalités sociales et restreint les libertés fondamentales.

Toutes les manifestations de Bolsonaro liées au temps de la dictature sont empreintes de la même nostalgie maladive pour cette période sinistre de la vie du pays quand, avec le soutien de puissantes forces économiques, un État meurtrier s'est arrogé le droit de torturer et de tuer des personnes.

Nous ne pouvons pas oublier dans ce décompte les quelque 8 350 Indiens qui, selon les estimations les plus faibles de la CNV, ont été tués lors de massacres, de pillages de leurs territoires, d'enlèvements forcés, par contagion de maladies, arrestations, tortures et mauvais traitements, dans ce qu'il faut bien appeler une extermination.

L'un des principaux agents de la barbarie a été le colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra (1932-2015), dont [celui qui était encore] le député Bolsonaro a tenu d'invoquer le nom pour infliger publiquement insultes et blessures à Dilma Rousseff, trouvant drôle de hanter à nouveau l'esprit d'une de ses victimes parmi les plus connues. Devenu président de la République, ce « messie » [1] diabolique a déclaré « héros national » ce monstre. Par expérience personnelle auprès d'une autre victime mémorable, je sais ce qu'un

tortionnaire est capable d'accomplir : tuer quelqu'un de l'intérieur, briser son esprit, son corps, son âme. C'est ainsi que j'ai rencontré frère Tito de Alencar Lima, peu de temps après son arrivée en France, après qu'il eut été banni.

J'ai vécu avec lui au couvent dominicain de l'Arbresle jusqu'au jour de son suicide, le 10 août 1974. Pendant cette période, a surgi entre nous, frères par la grâce de saint Dominique, une relation faite de complicité et d'amitié, de sourires et de rages, de lutte et de foi, affrontant le tortionnaire qui, à l'intérieur de Tito, continuait son œuvre dévastatrice, lui déchirant l'âme entre résistance et soumission. La résistance, c'était quand Tito jouait de la guitare, formait des projets, embrassait un ami, jouait avec un enfant, riait, chantait, priait. La soumission, c'était quand il obéissait aveuglément à l'injonction hallucinante du « pape » [2] Fleury dont la voix tourmentait sans cesse son esprit, fuyant là où il lui ordonnait d'aller, ou s'enfonçant dans des pleurs impénétrables et des silences désespérés.

Ensemble, nous avons chanté, nous avons pleuré, nous avons insulté et défié Fleury. Nous avons partagé le meilleur et le pire. Le soleil qui vient et le soleil qui s'en va. Jusqu'à ce qu'un jour Tito décide de se débarrasser définitivement du tortionnaire et de la folie que celui-ci voulait lui inculquer. En cet instant longuement mûri, dans un dernier mystère de résistance et de foi, Tito a renversé la prétention du tortionnaire à pouvoir continuer, jour après jour, à lui voler sa vie. Tito avait écrit : « Mieux vaut mourir que perdre la vie », répétant à sa manière les paroles de son maître : « Ma vie, personne ne la prend : c'est moi qui la donne ».

Selon la procureure de la République Eugênia Gonzaga (démise par Bolsonaro de la présidence de la Commission spéciale des morts et disparus Politiques), « depuis la re-démocratisation, aucun gouvernement n'a adopté de politiques pour une justice de transition, pour une responsabilisation des agents [de la violence], et pour la révélation totale de la vérité ».

Ainsi a-t-on laissé la porte ouverte pour le retour des horreurs.

Selon Jean-Claude Rolland, le psychiatre qui, à Lyon, a accompagné frère Tito au plus fort de son tourment, « la barbarie qui pousse certains hommes à pratiquer la torture contamine automatiquement tous leurs contemporains. Elle fait de chacun de nous des complices virtuels. Il y a, au fond de nous-mêmes, très refoulée, une capacité à détruire l'autre et le tortionnaire ne fait qu'activer cette capacité de destruction ». J'ajoute : le tortionnaire, ou son admirateur.

D'où la place centrale de notre parole pour rompre le silence, de notre raison pour écraser la barbarie, de notre mémoire pour se réveiller des accommodements. Et de l'histoire qui, sans fin, doit être racontée. Il nous faut démasquer les convenances et les complicités – la lâcheté – qui ont offert leur collaboration et collaborent encore, pour transformer en enfer et ôter la vie de ceux qui rêvaient et de ceux qui rêvent encore et toujours d'un autre pays et d'un autre monde possible. Aujourd'hui comme hier, il nous faut écouter, sauver et honorer avec justice les voix qu'on a étouffées.

Qu'est-ce qui a changé dans votre travail de terrain à la Commission pastorale de la Terre depuis l'élection d'un gouvernement d'extrême-droite ?

L'engagement solidaire de la CPT est destiné aux groupes sociaux qui sont les plus vulnérables aux conséquences des reculs enregistrés depuis le début de ce que l'on appelle la « rupture politique » (2015-2018), reculs maintenant ouvertement amplifiés par le gouvernement Bolsonaro et ses alliés.

Sans la moindre pudeur, les oligarchies agraires et minières sont de retour aux commandes, soutenant un programme libéral dirigé contre les droits des travailleurs, contre la législation environnementale, contre les droits des peuples indiens et quilombolas, et contre les droits des autres populations traditionnelles, faisant fi de la lettre comme de l'esprit de la Constitution « citoyenne » de 1988.

Pour conquérir et maintenir l'adhésion des bases « messianiques », un carburant bon marché, inépuisable, est fourni par ce programme obscurantiste, qui est à la fois raciste, machiste, homophobe, militariste, xénophobe, puritain, et machiavéliquement « religieux ». Il attise et entretient les frustrations historiques

accumulées au sein de couches sociales anxieuses de trouver les méchants coupables de leur malheur, de leur mal-être, de leur « mal-emploi », de la violence qui les entoure ou qui les habite déjà.

Tout cela produit des incendies non seulement en Amazonie et dans nos campagnes, mais aussi dans les esprits, dans les relations, dans les communautés, dans les familles et dans les églises. Nous expérimentons jour après jour une atmosphère étouffante, mélange de sidération, d'impuissance et d'incrédulité. Au bord de la peur.

Ce climat nous renvoie à une autre période : quelque chose de semblable à l'époque où, il y a 45 ans, naquit la CPT.

Ce qui change pour nous, ce n'est pas la nature de notre travail, c'est son intensité, son étendue et le supplément d'espérance, de mobilisation et de foi que ce travail exige de nous tous : agents de pastorale, dirigeants populaires, communautés rurales à la recherche d'une terre et d'une vie digne. La « mystique du Royaume », dans la foulée de l'Évangile de Jésus de Nazareth, est plus que jamais notre lumière et notre énergie.

Ce qui change, c'est que des centaines de territoires qui étaient en instance de possible régularisation foncière, de démarcation, d'expropriation pour une possible installation de paysans au terme de luttes sans fin, sont non seulement abandonnés, mais leurs occupants criminalisés et, si possible, nous avec. L'INCRA (organe fédéral responsable de la politique de réforme agraire) a reçu l'ordre de suspendre tous les procès en cours, et le Président répète, comme un leitmotiv, qu'il ne signera aucune démarcation pour aucun nouveau territoire indien, bien au contraire : qu'il remettra en question les démarcations même lorsqu'elles auront été approuvées. Il exprime ainsi son projet explicite de violer la Constitution.

Ce qui change, c'est que les *fazendeiros* [3] ont d'ores et déjà reçu carte blanche de la plus haute autorité de la République pour, à leur discrétion, recourir à des armes à feu pour chasser et tuer ceux qui s'en prendraient aux terres par eux usurpées.

Dans le nord du Tocantins, où je vis depuis 30 ans, ce qui domine c'est la dispute pour des terres du domaine public, d'occupation ancienne ou même récente, réclamées par des *posseiros* [4] face à des *fazendeiros* porteurs de titres souvent fabriqués ou obtenus d'institutions corrompues, en connivence avec l'État.

Les *posseiros* ont déjà dû faire face à la pression des monocultures avec leur dévorante expansion (soja, eucalyptus) et à l'expulsion provoquée par de grands travaux (barrages, chemins de fer, lignes à haute tension) destinés à promouvoir le « progrès »… loin de chez eux. Notre équipe régionale de la CPT accompagne, dans les aspects pastoral, organisationnel et juridique, environ 30 groupes totalisant plus de 1 000 familles, établies sur des terres de quilombo, des campements, des domaines occupés, ou sur des *assentamentos* [5] déjà consolidés.

Expulsions sommaires décidées par le juge en dépit des preuves présentées ; violences gratuites ; menaces contre les personnes et criminalisation sont devenus notre quotidien, de même que dans l'État du Pará, notre voisin.

Selon les données recueillies par la CPT pour tout le Brésil, le nombre de personnes impliquées dans des conflits de terres a atteint près d'un million en 2018 (960 630), en augmentation de 252 000 depuis 2017 (hausse de 36%).

Pour la seule région du Nord – qui fait partie du biome amazonien – elles étaient 493 000 personnes, plus du double de l'année précédente. Ensuite vient le Nordeste, avec 302 000 personnes impliquées dans des conflits.

Comment, dans ce contexte, maintenir fermement le cap de la justice et du droit, tout en utilisant des moyens cohérents avec notre éthique, face à des adversaires qui s'en moquent ?

C’est l’un des défis de la prophétie du Royaume pour les jours d’aujourd’hui.

Le patient travail de construction du protagonisme paysan – au sein d’une histoire dont ils ont toujours été exclus – est mis en échec par ceux qui utilisent la référence pompeuse à la souveraineté et en abusent, alors qu’en réalité ils ouvrent les portes des campagnes au capital multinational. Rien de nouveau… : « L’alpha et l’oméga de l’histoire brésilienne est de criminaliser la souveraineté populaire et les pauvres, et d’accaparer l’État au bénéfice des riches » (Jessé Souza).

L’Église Catholique va réaliser en octobre le Synode des Évêques, au Vatican, qui a pour titre « Amazonie : Nouveaux chemins pour l’Église et pour une écologie intégrale ». On a pu lire des tentatives du gouvernement brésilien d’influencer ce Synode. Comment l’Église va-t-elle pouvoir protéger les habitants de l’Amazonie et sauvegarder la biodiversité de la région contre les prédateurs brésiliens et internationaux ? Quels sont les enjeux dans cette région ?

Le moment ne pouvait pas être mieux choisi pour réunir un Synode sur l’Amazonie.

Pour ne pas entrer dans des débats faux ou mensongers, il est bon de rappeler que ce synode – instrument de la collégialité dans le gouvernement de l’Église – a été convoqué il y a 2 ans, par le pape François, à la demande de l’ensemble des évêques qui travaillent dans les 9 pays qui forment l’Amazonie.

Ce n’est pas d’aujourd’hui que l’Église catholique, présente sur ces terres depuis le 17e siècle, se préoccupe des défis de la région, dont l’importance planétaire n’est niée que par des ignorants et des obscurantistes.

Depuis 1952, les évêques de l’Amazonie se réunissent périodiquement pour réfléchir sur la mission de l’Église au sein de cette réalité.

C’est ce qu’ont rappelé en premier lieu, dans leur « Lettre de Belém », les évêques, prêtres, religieuses et religieux, laïques de toutes les Églises amazoniennes, réunis pendant la dernière semaine d’août pour préparer le Synode. Dans ce cadre, ils affirment :

> « *Le Christ pointe vers l’Amazonie* » : c’est l’expression prophétique et programmatique du pape saint Paul VI qui, en 1972, avait marqué la Rencontre de Santarém. Notre Église a alors pris l’engagement de « s’incarner, dans la simplicité », dans la réalité des peuples et de s’engager pour que, par son action évangélisatrice, le visage d’une Église amazonienne devienne toujours plus clair, engagée vis-à-vis de la réalité des peuples et de la terre. Lors de la rencontre de 1990 à Belém-Icoaraci, les évêques de l’Amazonie ont été les premiers *à prévenir le monde d’une catastrophe écologique imminente* avec des « conséquences catastrophiques pour l’écosystème tout entier (qui) dépassent sans aucun doute les frontières du Brésil et du continent » (Document « Pour la défense de la vie dans l’Amazonie »). Réunis à Icoaraci dans l’État du Pará en 2016, *les évêques de l’Amazonie ont adressé une lettre au pape François demandant un Synode pour l’Amazonie*. Accueillant le désir de l’Église dans les neuf pays amazoniens, le Pape a convoqué, le 15 octobre 2017, à une « Assemblée spéciale du Synode des Évêques pour la Panamazonie », sur le thème « Amazonie : de nouveaux chemins pour l’Église et pour une écologie intégrale ».

Que le gouvernement brésilien actuel se sente impuissant face aux défis de cette région ne demanderait pas beaucoup de preuves. C’est déjà clair quand on voit le spectacle stupéfiant et honteux, offert à la planète tout entière, où il a mis bout-à-bout une série de dénis, de stupidités, d’insultes vulgaires et de contre-vérités qui confondent l’esprit le plus indulgent. Une humiliation internationale pilotée par le président lui-même : le Brésil n’en avait pas besoin.

Le processus de préparation du Synode répond aux exigences d’un processus démocratique, au cours duquel, assisté par le Réseau ecclésial pan-amazonien (REPAM), l’ensemble des communautés de cette

immense région a été invité à exprimer sa vision des problèmes, des défis et des espérances qu'ils rencontrent. On a entendu les communautés indiennes, riveraines des fleuves, quilombolas, parmi d'autres victimes de l'histoire de l'Amazonie réelle : un processus d'écoute de bas en haut, bien à contre-courant de positions autoritaires ou prédéterminées. Il est fantaisiste d'affirmer que la souveraineté du pays serait mise en échec par une consultation de cette ampleur.

Tous ceux qui travaillent et luttent pour une Amazonie exempte d'injustice, d'invasion et d'oppression, sont réconfortés par les perspectives ouvertes par la prochaine réunion du Synode – c'est aussi mon cas. Nous attendons d'elle des avancées durables qui viennent alimenter l'espérance de nos communautés dans la construction sereine d'un pays juste, fraternel et durable, où il est bon de vivre et où il fait bon vivre.

Comment voyez-vous les courants de droite de l'Église qui accusent le pape François d'être hérétique ? Qu'est-ce que ces religieux reprochent au pape ?

L'instrumentalisation de la pratique ou de la croyance religieuse en vue du maintien du *statu quo* ou de la défense d'une certaine forme de pouvoir est aussi vieille que le monde. Comment qualifierions-nous aujourd'hui les courants qui, en l'an 33 de notre ère, crucifiaient – et ont littéralement crucifié – Jésus ?

Bien que non ajusté à la réalité de notre époque, le mot « pharisien » peut qualifier ce type de comportement.

Ce qui est reproché au pape François, au fond, c'est son évangélisme radical, limpide, car il oblige chacun à s'interroger radicalement sur le sens profond de son engagement en tant qu'homme, en tant que femme, et, dans le cas des chrétiens, comme disciple de Jésus-Christ.

Au fond, ce que ces courants résistent à admettre, c'est le fait que la foi chrétienne doit avoir une incidence effective sur la vie réelle d'une société, en remettant en cause les relations que nous avons établies entre nous et avec la totalité du monde. La notion d'*écologie intégrale* et celle de *Maison commune*, centrales dans l'encyclique *Laudato Si !* du Pape François, vont précisément dans ce sens. Ce n'est pas complètement nouveau : j'étais adolescent lorsque le Concile Vatican II a adopté la constitution *Gaudium et Spes* (L'Église dans le monde d'aujourd'hui) affirmant que l'Église n'existe pas pour elle-même, mais qu'elle a une mission dans le monde. La tentative même du Concile Vatican II pour ouvrir l'Église à cette réalité, pour écouter les signes des temps et parler au monde entier, en ouvrant son horizon au-delà des fidèles, n'a pas encore été accueillie par tous les catholiques. Aujourd'hui, en abordant le thème de l'écologie intégrale, le Synode sur l'Amazonie aborde une réalité qui touche tous les peuples, indépendamment de leur croyance. Cela brouille évidemment le jeu de ceux qui défendent une religion purement spirituelle ou qui réduisent la foi à une idéologie, un ensemble de croyances qui devraient justifier le monde tel qu'il est, adoucir la vie de ceux qui en souffrent les injustices ou les mécanismes d'exploitation, et contenir leur possible rébellion.

L'accusation d'hérésie, pour impressionnante qu'elle paraisse, exprime ce désaccord, en définitive presque politique : bien qu'ils puissent souvent se référer à l'importance des manifestations de l'Esprit dans la vie chrétienne, ces courants excluent que l'Esprit Saint puisse avoir inspiré des positions que l'Église, dans toutes ses instances, a déjà approuvées (et adoptées) depuis longtemps…

Vous travaillez dans la Pastorale qui dénonce le travail esclave auprès des autorités brésiliennes. Est-ce qu'on voit déjà des changements sur le terrain et dans les rapports avec les propriétaires terriens ?

Les changements de comportement sur le terrain proviennent, dans ce contexte, de la « libération générale » que nous avons décrite, et se traduisent pour nous par des difficultés croissantes pour identifier, localiser et combattre les formes actuelles de travail esclave.

La lutte contre le travail « esclave » (*trabalho escravo*) a été assumée par le Brésil comme politique d'État depuis 1995, et a été poursuivie par les gouvernements successifs avec des nuances diverses.

Pour arriver à cette situation – largement saluée dans le monde entier – la lutte a été longue et sévère et la CPT en a été l'un des principaux acteurs. Il suffit de rappeler les dénonciations historiques de l'évêque Pedro Casaldáliga au début des années 1970, dans le Mato Grosso, et les incessantes actions du frère Henri Burin des Roziers au cours des trois dernières décennies.

À partir de 1995, des politiques publiques plus globales ont été adoptées et amplifiées, cherchant à intégrer répression, prévention, dissuasion, et réinsertion.

Plus de 54 000 personnes ont déjà été sauvées d'une situation analogue à celle d'esclave, dans les campagnes et dans les villes.

Les milieux d'affaires ont commencé à incorporer, dans leur gestion des risques, les dommages résultant du boycott des produits marqués par ce crime à l'une ou l'autre étape de la filière de production.

Des instruments de transparence ont été construits (comme la très redoutée *Lista Suja*, véritable « Liste de la honte »), des engagements publics ont été pris et des pactes fédératifs ont été souscrits, impliquant les entreprises, la société civile et les institutions de l'État.

Enfin, dans le célèbre procès des « ouvriers agricoles de la Fazenda Brasil Verde contre l'État brésilien » (résultat d'une initiative de la CPT datant de 1998), la Cour interaméricaine des droits humains (de l'OEA), a rendu sa sentence en 2016, condamnant le Brésil, l'exhortant à poursuivre sa politique d'éradication du travail esclave et lui refusant le droit de revenir en arrière.

Aux forces qui ont soutenu la destitution de la présidente Dilma, le coup d'État de Temer puis la candidature de Bolsonaro, il a été a promis de réviser à la baisse toute la législation relative à ce qu'on appelle le *travail décent* ainsi que les politiques destinées à la mettre en œuvre.

Au cours des cinq dernières années, les tentatives n'ont pas manqué : pour annuler la Liste de la honte ou pour vider de son contenu la définition légale du travail esclave. Projets de loi, décrets, ordonnances, rien n'y a fait : nous avons réussi à résister. La Procureure générale de la République et le président de la Cour suprême ont eux-mêmes apporté leur contribution à cette résistance.

Nous avons aujourd'hui encore sensiblement le même cadre juridique et institutionnel, mais fonctionnant dans des conditions très défavorables : l'inspection du travail est passée sous la houlette du ministre de l'économie, les budgets ont été amputés, une nouvelle législation du travail a rendu légal ce qui auparavant était considéré comme dégradant, et la sous-traitance est devenue totalement libre, éliminant tout critère pour distinguer les activités concernées : qu'elles soient intermédiaires ou finales.

Les taux de chômage et de travail informel ont atteint des niveaux alarmants. Conséquence : pris dans une marée de précarité généralisée, le « travail esclave » tend à n'être plus dénoncé par ses victimes directes. Il devient donc difficile à localiser et à combattre.

Mais le combat continue : avec la Campagne nationale de la CPT « Ouvre l'œil pour ne pas devenir un esclave », avec des agents exemplaires au sein de la société civile ainsi que dans les divers secteurs de la puissance publique associés à la Politique nationale d'éradication du travail esclave (inspection du travail, ministère public, police fédérale, police routière, travailleurs sociaux, etc.) ou encore dans les espaces de suivi de cette politique (COETRAEs – Commissions régionales pour l'éradication du travail esclave, CONATRAE – Commission nationale pour l'éradication du travail esclave).

L'Église catholique brésilienne a connu, pendant la dictature, de grandes figures comme le cardinal Dom Paulo Evaristo Arns et l'évêque Dom Helder Camara qui ont eu un rôle très important dans la dénonciation de la torture. Comment l'Église accompagne le pouvoir d'extrême-droite ? Les prêtres et les frères dominicains comme vous sont-ils menacés dans leur travail de protection des populations les plus fragiles ?

Sans répondre dans le détail, je veux juste me réjouir profondément de voir que, sous l'impact de l'attaque

frontale contre l'Église (et le pape François), la CNBB (Conférence nationale des évêques brésiliens) fait preuve d'une belle unité dans la résistance, dans la dénonciation et dans la prophétie.

J'en vois pour preuves :
– la ferme déclaration de la présidence collégiale de la Conférence épiscopale au sujet de la tragédie des incendies et de la réaction insensée des autorités brésiliennes [6] ;
– la position des évêques réunis fin août à Belém pour finaliser la préparation du Synode sur l'Amazonie [7].

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3513.
– Entretien traduit du portugais par Elisabeth Croc. Traduction ponctuellement modifée par DIAL.
– Version publiée (portugais du Brésil) : Leneide Duarte-Plon, « Oligarquias agrárias e das empresas de mineração voltaram ao comando », revue *Carta Capital*, 23 octobre 2019, p. 28-30

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Le nom complet du président brésilien est Jair *Messias* Bolsonaro – NdT.

[2] Aimant à se faire appeler « le pape », le commissaire Sérgio Fernando Paranhos Fleury est connu pour avoir été l'un des plus féroces tortionnaires au sein du DOPS (Département d'ordre politique et social) de São Paulo au temps du régime militaire – NdT.

[3] Grands propriétaires terriens – note DIAL.

[4] Les occupants de la terre qui la travaillent mais ne disposent pas de titres de propriétés – note DIAL.

[5] Les *assentamentos* sont des domaines qui, après une action de réforme agraire, ont été divisés en parcelles destinées à être attribuées à des paysans sans terre – NdT.

[6] Voir http://www.cnbb.org.br/levante-a-voz-pela-amazonia-pede-cnbb-em-nota/.

[7] Voir http://www.ihu.unisinos.br/592189-defendemos-de-modo-intransigente-a-amazonia-carta-do-encontro-de-estudo-do-instrumento-de-trabalho-do-sinodo-da-amazonia.